

Le conseil refait bloc contre Vivalia

ARLON Le MR votera contre Vivalia 2025

Le dossier Vivalia 2025 continue à échauffer les esprits dans le sud. Voici deux semaines, le conseil médical des Cliniques du Sud-Luxembourg avait voté contre, à l'unanimité. Et le directeur général Yves Bernard avait alors décidé de se mettre en retrait des négociations. L'unanimité, elle, s'est solidement reformée lundi soir lors du conseil communal d'Arlon qui devait approuver ou non l'ordre du jour de l'assemblée générale de Vivalia, le 26 juin.

« La communication à propos de Vivalia 2025 est une tromperie, une manipulation » KAMAL MITRI

Contre toute attente, le MR a étonné son monde. Au moment d'aborder le point, Ludovic Turbang, chef de groupe, a expliqué la perte de confiance de son groupe envers le projet Vivalia 2025 au fil des mois. Pour le MR, les quatre conditions exigées dès le départ ne sont plus réunies, comme l'adhésion des médecins du Sud et la garantie du financement dont l'estimation initiale semble d'ores et déjà désuète si l'on tient compte des aménagements annexes.

Le MR rejoignait ainsi la majorité en votant contre l'ordre du jour. Une annonce qui a relancé le débat avec un feu nourri contre ce projet, tous partis confondus.

De son côté, Guy Schuster, conseiller PS, a rappelé l'importance de l'hôpital d'Arlon qui « est le plus rentable mais aussi

celui qui bénéficie du moins d'investissement de la part de Vivalia », a-t-il expliqué sur base de chiffres. Il a également rappelé que le bassin de l'hôpital arlonais comptait 50.000 travailleurs frontaliers qui bénéficient de la sécurité sociale au Grand-Duché. « Ces gens n'hésiteront pas à désertir la Belgique pour se faire soigner au-delà de la frontière. »

Cardiologue à Arlon et conseiller CDH, Kamal Mitri a également pris la parole. « L'hôpital d'Houdemont n'aura aucun programme de soins supplémentaires contrairement à ce qui avait été annoncé. Les masques sont en train de tomber. La communication à propos de Vivalia 2025 est une tromperie, une manipulation. Dans l'esprit des gens, c'est toujours un projet de super-hôpital avec un tas de services. Mais dans les faits, il n'y a rien de cela. L'hôpital d'Arlon compte 403 lits et à Habay il y en aura 450... Dans ce projet, Vivalia a navigué à vue. » Romain Gaudron pour Ecolo, André Balon et Mathieu Sainlez pour le CDH ont complété la salve qui sera sans doute nourrie le 26 juin.

Vincent Magnus, le bourgmestre, a salué le choix du MR arlonais et a rappelé l'intention de la Ville d'Arlon de sortir de l'intercommunale si les choses n'évoluaient pas positivement. Il a appelé les autres communes de l'intercommunale à bien analyser l'avant-projet et à se positionner. ■

Syl.C et J.-L. B.



Le PS craint la fuite des 50.000 travailleurs frontaliers. © J.-L. B.

Ligne à haute tension : un avocat à la rescousse

NIVELLES La décision sur le recours est-elle tombée trop tard ?

Le renouvellement de la ligne à haute tension entre Gouy et Oisquerq suscite toujours des analyses divergentes. Cette fois, c'est la Ville de Nivelles qui a décidé de mandater un avocat pour étudier les problèmes de délai à respecter découlant du nouveau Code de développement territorial (CoDT).

On se rappellera qu'après avoir appris avec satisfaction que le ministre Carlo Di Antonio (CDH) avait cassé le permis de renouvellement en aérien de la ligne, attribué par les fonctionnaires délégués, l'échevin du Développement durable de Nivelles, Pascal Rigot (Écolo), avait déchanté après que son administration communale avait calculé que la décision sur le recours introduit par les cinq communes concernées par la ligne avait été rendue hors délai. Et, par conséquent, qu'on pouvait oublier la solution de l'enfouissement de la ligne.

30 avril ou 4 mai ?

Une analyse qui n'était pas partagée par le ministre susmentionné qui avait répliqué que la notification du recours avait bien été envoyée dans le délai légal, en date du 4 mai.

« On a refait les calculs et on tombe toujours sur la date du 30 avril comme date butoir de la notification de la décision, nous informe Pascal Rigot. Il y a visiblement certaines incohérences dans le CoDT, qui laisse place à diverses interprétations. Le collège communal a donc décidé de mandater un avocat afin de nous aider à tirer la procédure au clair. » ■

JEAN-PHILIPPE DE VOGELAERE



En aérien ou sous terre ? La ligne Gouy-Oisquerq se cherche toujours un futur... © BRUNO DALIMONTE

LE SOIR

Plus d'informations régionales à retrouver sur plus.lesoir.be. Dans le menu, onglet « Régions », cliquez sur « Wallonie » ou l'une des cinq provinces wallonnes de votre choix. Les rubriques sont régulièrement alimentées.

L'urgence sociale

CHARLEROI Des équipes mobiles au service des personnes isolées

- A Charleroi, une contamination bactérienne rend l'eau impropre à la consommation depuis quatre jours.
- Ville, CPAS et SWDE assurent l'approvisionnement des citoyens.
- Un centre de crise a été mis en place à l'hôtel de police.

REPORTAGE

Depuis trois jours, le service d'urgence sociale du CPAS de Charleroi participe aux ravitaillements en eau potable des personnes isolées et fragilisées. Xavier est l'un des agents chargés de l'opération. Détaché par le service d'accueil socio-sanitaire, il achemine des packs d'eau minérale aux demandeurs : ce sont tantôt des pensionnés comme Etienne et son épouse qui ne disposent pas de véhicule, tantôt des personnes handicapées comme M^{me} Vandegupht. « C'est mon kiné qui m'a donné le numéro d'urgence pour recevoir de l'eau, se confie Etienne. Je n'avais aucun moyen d'approvisionnement. Et comme il paraît en plus que plusieurs magasins sont en rupture de stock... »

Les deux packs que vient de lui apporter Xavier vont servir à la consommation alimentaire. « Pour la vaisselle, nous suivons les consignes : ma femme fait bouillir de l'eau du robinet pendant 5 minutes. » Chaque usager a droit à un pack de six bouteilles par jour, l'équivalent de 9 litres. Le service est gratuit. Du moins pour les citoyens qui n'ont pas les moyens d'aller s'approvisionner aux points de distribution mis en place par la Ville et la SWDE.

« Dès lundi soir, les usagers de nos services de soins et d'aide à domicile ont été contactés individuellement dans la zone de crise, explique le porte-parole du CPAS. Un millier d'appels ont été passés : une centaine de personnes isolées ont pu être identifiées. D'autres qui ont pris contact avec le call center de la



CHIFFRES

14.000

C'est le nombre de raccordements encore concernés par la contamination bactérienne dans les communes de Jumet, Roux, Marchienne et Gosselies.

7

Pour assurer l'approvisionnement en eau potable, 7 points de ravitaillement ont été mis en place, dont celui de Marchienne Docherie géré par le CPAS à l'Espace Citoyen.

071-32 12 12

C'est le numéro de l'urgence sociale de Charleroi qui assure une permanence jour et nuit 365 jours par an. Les demandes pressantes d'aide doivent lui être communiquées.

cellule de crise ont été redirigées vers nous : c'est sur cette base que nous avons organisé nos tournées de ravitaillement. »

Tournées de ravitaillement

Deux équipes sont à pied d'œuvre. Lundi, 18 interventions ont été effectuées, une septantaine le mardi. Ce mercredi, il y en avait eu une petite trentaine en matinée, une vingtaine étaient encore prévues en début

LESBRÈVES

Namur : Cœur de Ville remporte le marché des Casernes

Porté par Thomas & Piron, en collaboration avec une équipe d'architectes et de paysagistes, la société Cœur de Ville a remporté le marché relatif à la redynamisation du site de l'ancienne caserne des pompiers, à Namur, a annoncé mercredi le bourgmestre Maxime Prévot. Le projet s'est notamment distingué par son intégration « optimale » dans le tissu urbain. Sur le terrain de la Régie foncière, la Ville souhaite retisser une toile urbaine conforme à la typologie du cadre bâti existant et à venir. Ceinturé par trois rues, le site de 1,3 hectare bénéficie de nombreux atouts en vue d'une reconversion urbaine. Le concours pour la conception, la réalisation et la promotion du projet a été lancé en 2017 et, sur cinq candidats retenus, trois offres ont finalement été déposées. (b)

LUXEMBOURG

Stages d'été chez Infor Jeunes

Fin juin et durant les deux premières semaines de juillet, Infor Jeunes Luxembourg propose de la création, de l'évasion, de l'excitation, de la transmission... Voici le programme : Arlonymous, du 27 au 28 juin : une nuit pour découvrir la sérigraphie, à partir de 15 ans. Photokot, du 2 au 6 juillet : prises de vue de la vie d'un étudiant en 2018 ; CRACS,

deviens Youtubeur, du 2 au 6 juillet : un vidéaste, présent au forum CRACS, accompagne à la création de ta propre chaîne Youtube ; CRACS, crée ton jeu vidéo, du 9 au 11 juillet, à partir de 12 ans. Et « The Way », départ de Rossignol, du 9 au 12 juillet : la marche comme chemin vers plus de connaissance de soi. Infos et inscriptions sur <http://inforjeunesluxembourg.be/stages> ou au 063/23.68.98 (J.-L. B.)

TINTIGNY

Distillation de plantes aromatiques

La société « Un Brin de campagne » participera durant les week-ends des 2, 3, 9 et 10 juin à la semaine bio organisée par l'APAQ-W. Elle distillera des plantes aromatiques issues de ses cultures. Ce serait selon elle une « première » en Wallonie, en vue d'extraire eaux florales ou hydrolats et huiles essentielles. « Nous avons fait le pari que l'agriculture pouvait sortir des sentiers battus, qu'elle pouvait être innovante tout en respectant les traditions et notre terroir. Pour ces deux week-ends de la semaine bio, vous pourrez découvrir deux de nos activités, le processus de distillation des plantes aromatiques, et le séchoir où atterrissent nos récoltes pour la confection de nos tisanes. Pour ces portes ouvertes, nous allons distiller deux plantes par jour : lavandin, pin sylvestre, mélisse officinale et roses. »

Infos : patrice.peiffer@unbrindecampagne.be et 0472-722.994. (J.-L. B.)